

« Ce pillage, affirme un maire du Loiret, était impossible à empêcher sans danger. L'adjoint qui a tenté d'intervenir n'a échappé que de justesse à un coup de couteau lâchement préparé dans son dos. »

Les habitations de Beaune-la-Rolande, Bonny-sur-Loire, Jouy-le-Potier ont été vidées, rapporte Amouroux. « Le flot vomé par Paris... brise, emporte, souille, saccage, et laissera un tel souvenir que les Allemands seront accueillis avec soulagement. Qu'il s'agisse de l'ordre allemand paraît, pour l'instant, à ceux qu'a désorienté et scandalisé le grand désordre de la défaite, de mince importance. »

\*

Picardie, Champagne, Ardenne, Lorraine, Alsace, région parisienne, Normandie, Bourgogne, pays de la Loire, toutes les régions sont touchées, on le voit.

Il ne s'agit pas là d'un phénomène regrettable, mais, à tout prendre, inhérent à la guerre. Le pillage des Français entre eux, en 1940, est général et confondant. Autant que d'un état de détresse, il relève d'un état d'esprit. Fréquemment il ne s'agit pas de pillage de survie, mais de vol pur et simple, d'une appropriation de biens d'autrui à la faveur des événements.

Il résulte naturellement de l'isolement, des circonstances. Hors de toute société, l'instinct refait surface. Il n'y a plus ni droite, ni gauche, ni cellule ni paroisse, ni jeunes, ni vieux, mais des courageux et des peureux, des jaloux et des envieux, des hommes et des femmes livrés à eux-mêmes, en toute liberté, en toute impunité, sans voisins et sans témoins. S'il y a vol, c'est à cause du désordre, en effet.

Mais il y a davantage. Il existe en France un certain culte de la haine. Dans le désordre général, un vieil élan d'insurrection, de jacquerie médiévale, de soulèvement révolutionnaire resurgit. Pour les partisans de la lutte des classes, l'exode, c'est l'occasion d'agir. Juin 40, avec sa violence et son désordre général, c'est un peu le grand soir. Les commerçants, les négociants, les médecins, fonctionnaires et propriétaires, les « nantis » sont absents ? Leurs biens sont en déshérence ? On peut les prendre ! S'en saisir est normal : voler, c'est rétablir la balance des richesses. La jalousie s'en mêle. Dans les bourgs, on monte au

château. En traversant les villages, on va piller l'église. Tout est offert, tout est à prendre. Détruire est une revanche. Du vandalisme accompagne la débandade.

Par haine des curés on piétine les objets sacrés et par haine des riches on souille leurs châteaux, on pisse sur leurs tapis, on chie dans leurs bergères, on se torche dans leurs rideaux. Dans les caves, on laisse couler les tonneaux. On brise les miroirs en y jetant des vases, on jette les bibliothèques par les fenêtres et, dans les cheminées, on brûle des meubles marquetés pour réchauffer des soupes.

Une menace de soulèvement communiste n'est pas un sujet de plaisanterie, en 1940. Beaucoup la craignent, Mandel la surveille et Weygand la craint car à Paris, dans les ateliers comme dans les convois de l'exode, elle plane. A Chartres, d'ailleurs, Jean Moulin a réussi « certaines opérations de police fructueuses, notamment contre des agitateurs de la région parisienne venus pour profiter du désordre existant<sup>1</sup> ».

Des militants communistes ? Nul n'ose les désigner vraiment. On emploie à leur sujet des circonlocutions. On parle des « Parisiens », du « flot vomé par Paris », d'« agitateurs venus de la région parisienne », des « réfugiés venus de la Seine, de Montreuil, de Fontenay, de Bagneux et autres lieux suspects ». La « banlieue rouge » effraie.

La menace communiste restera pourtant secondaire.

L'abandon moral a d'autres causes, plus générales : désunis, les Français n'ont plus confiance en leur propre pays. Pas une tranche de la société qui ne nourrisse des griefs profonds contre lui. Avant même que la guerre éclate, la France est défaite. Déchéance et mépris de l'Etat. Exploités par la droite, dénoncés par la gauche, les anciens combattants se trouvent floués, les travailleurs sont peu solidaires d'un système dont on les a persuadés qu'il les brime, les rentiers sont ruinés, les possédants sont effrayés et les politiques, discrédités, font sourire. L'Eglise se tait. Et maintenant, voici l'invasion : l'armée est ridiculisée, les administrations se défilent, la défaillance des cadres est patente, constate-t-on en voyant des officiers et des préfets s'en aller les premiers. Dès lors, à quoi se raccrocher ?

1. A.N. F1cIII/1153, rapport du 12 juillet, p. 7.

les plus grosses protègent mieux l'anonymat. Le 3 octobre, chez une coiffeuse de Saint-Valery-sur-Somme on découvre un butin sérieux : il faudra deux voitures à cheval pour transporter à la mairie la totalité du pillage, dont 40 kilos d'argenterie. »

Les voleurs cyniques sont rares. Beaucoup sont de braves gens victimes de l'ambiance, emportés par ce vent de folie où tourbillonna la France. Au tribunal les inculpés répètent les uns après les autres qu'ils ont fait comme tout le monde.

« Pas tout le monde, quand même ! » rectifie le journal indigné.

On volait pour « rétablir la balance des richesses », ou bien « mettre à l'abri ». On rendrait, disait-on. On rendit en effet parfois, fût-ce par testament, trente-cinq ans après, des meubles par exemple !

Inexistence de l'Etat, absence de police : qui sont les vrais coupables, s'il fallait en trouver ? Le voleur ou le gendarme ? Celui qui profite ou celui qui s'en va ? En appliquant le droit aux pillards de juin, les autorités se donnent une contenance. Ouvrir un code, en septembre 1940, est un acte de sauvetage. Il rétablit un semblant d'ordre dans un champ de ruines morales, sociales et, bien entendu, physiques.

Les jugements, d'ailleurs, semblent avoir été rarement impitoyables.

## L'avenir du souvenir

Rien de plus difficile que de faire la différence entre l'histoire et l'histoire de l'histoire, entre la réalité et le souvenir qu'on en garde, entre ce qui fut et ce que l'on croit, ce que l'on sait de ce que l'on enseigne. Cachés, oubliés, ou même volontairement occultés, des pans entiers de l'événement ont depuis longtemps disparu. Intérêts politiques ou financiers, solidarité d'arme, esprit de corps, convenances nécessaires et pudeurs diverses ont barré l'accès aux faits. Les censures sont multiples.

L'immense soulagement d'une victoire finale à laquelle la France, si glorieux qu'eussent été ses soldats, ne fut en réalité qu'associée, n'effaça pas la défaite, mais on n'en parla plus. La Résistance, affirma-t-on, lavait 40. Pour dissimuler l'implosion de l'Etat et la fuite des citoyens, pour effacer l'humiliation d'être tombés de si haut, si vite, si bas, on développa la saga d'un sursaut collectif. Troublée de mauvaise conscience, la révolution avortée de 1945 imposa de nouveaux non-dits. La censure et la pression collective, enfin l'âge et l'oubli tentèrent de façonner un passé respectable à la France, puis le temps, comme on dit, fit son œuvre.

Las de tant d'interrogations, de mises en cause et de hontes, le pouvoir restauré, identique à soi-même, décida enfin, une fois pour toutes et quelles que soient les réalités qu'elle masque, que l'humiliante défaite de 1940 devait être oubliée. Pour la comprendre et l'enseigner, une convention serait admise : les militaires, faute de compétence, de caractère, et

même d'intelligence, en seraient les seuls responsables<sup>1</sup>. Seuls, ils auraient manqué à leur tâche. Les élus ne seraient pas mis en cause et les corps constitués ne seraient pas impliqués. Un manteau de Noé couvrirait leurs fuites. Enfin Pétain et les siens se verraient chargés de nos fautes. La légende simplificatrice ignorerait l'armistice, parlant exclusivement de capitulation. La voix de Londres, courageuse, prémonitoire, retentirait seule dans l'histoire, transformant le désastre en légende dorée. Il fallait faire simple, compréhensible, presque lumineux si possible. Finalement, cela deviendrait vrai. Pour être répété, ce serait même indiscutable. A ce prix, la statue restaurée du pays retrouverait son piédestal, les tessons reprendraient leur place. Tout le reste — querelles, explications, justifications, remises en cause — serait versé dans le chaudron où mijote l'histoire, où lentement elle refroidit. Ainsi transfigurés par la victoire finale, masqués par quelques lieux communs, les mauvais souvenirs s'oublieraient. Ils deviendraient affaire de spécialistes. La France ignorerait jusqu'où elle avait pu sombrer. L'histoire n'est pas de taille à lutter contre les légendes.

Le débat, pourtant, demeure.

En juillet 1951, Georges Pompidou annonçant, assez maladroitement écrit-il, la mort du maréchal Pétain au général de Gaulle en disant « Pétain est mort », s'entendit répondre :

« Oui, le maréchal est mort.

— En tout cas, c'est une affaire liquidée.

— Non, dit de Gaulle, c'est un grand drame historique et un drame historique n'est jamais terminé<sup>2</sup>. »

En effet. L'intérêt pour cette période d'exception, comme il le fut longtemps pour la Révolution, sera intemporel, tant les dilemmes furent nombreux, tant les voies de la raison comme du devoir se sont montrées multiples et fluctuantes.

Le débat Pétain-de Gaulle domine aujourd'hui la vision unique que nous avons de ce temps-là : rien n'y échappe. C'est à cette lumière seule qu'on juge. Les responsabilités déléguées aux deux grands hommes successivement providentiels semblent décharger chacun du devoir pesant de penser. Nul n'est

1. « L'armistice du 22 juin demandé par Pétain pour liquider la "Gueuse" et tenter de sauver l'honneur des chefs militaires, seuls auteurs du désastre » est aujourd'hui un stéréotype admis (*Le Monde*, 2 novembre 1997).

2. Georges Pompidou, *Pour rétablir la vérité*, Flammarion, p. 134.

plus impliqué, sinon les héros et les traîtres. Simplifiant tout débat, dominant les consciences, une sorte de mythologie réduit ainsi la France à deux visages, celui du jeune et celui du vieux, du bon et du mauvais, du désastreux et du victorieux, du résigné et de l'insurgé, mais ce Janus *bifrons* n'est qu'un mythe commode : grâce à lui, nos consciences « paternelles » s'allègent. Nous échappons à la réalité. A force d'admiration et de détestation nous pensons réparer le passé. Mal guérie de ses vieux regrets, hantée par ses doutes, retranchée derrière ses mythes, la France tente de redevenir la grande nation qu'elle aurait aimé ne jamais cesser d'être.

Au moment du désastre, pourtant, Janus n'existait pas. Nous étions face à nous-mêmes. N'en soyons donc pas dupes : Pétain et de Gaulle nous masquent le paysage. Témoin de nos palinodies, un Américain écrira<sup>1</sup> : Ce pays « a cherché à travers ses héros à se laver de sa fuite. Etrange destin que celui de ce peuple oscillant entre veulerie et héroïsme, effondrement et sursaut ».

Que la bataille de France fût perdue le 7 juin, c'était une évidence. Tous l'avaient vu et de Gaulle l'avait dit<sup>2</sup>. Weygand l'annonça et en prédit la conséquence. Cassandre fut honnie. Que l'on dût se battre sans espoir, sans renfort, sans appui américain, contre toute raison, en attendant un « miracle », c'était la chimère honorable que défendit Reynaud. Qu'il fût urgent, pour sauver la substance d'un pays entré en décomposition, de se soumettre aux conditions d'un armistice fut la conclusion de Pétain. A tous, la suspension d'armes apparut comme le seul recours possible. Ne préservait-elle pas les foules du massacre, l'aviation de la destruction, la flotte de la reddition ? Ne rendait-elle pas possible une reconstitution militaire en Afrique ?

Qu'à la bataille de France dût succéder une guerre mondiale, que l'Empire dût s'y associer, c'était la conviction de Reynaud<sup>3</sup>, Mandel, Daladier, de Gaulle. Les trois premiers

1. William L. Langer, *Le Jeu américain à Vichy*, Plon, 1949.

2. En particulier le 3 juin à Fontaine-Lavaganne. Voir *De Gaulle sous le casque*, p. 317.

3. Dans le mot d'adieu qu'il adresse au président Roosevelt par l'intermédiaire de Drexel Biddle le 16 juin, Paul Reynaud écrit : « Dans l'immense malheur qui nous accable, la France sait que, parce que l'Amérique existe, la forme de civilisation qui est la sienne ne périra pas et qu'un jour la liberté reflurera sur le sol de la vieille Europe. »

éliminés, seul le dernier, inconnu et sans troupes, maintint la France au combat. C'est sa grandeur incontestable. Pétain, pour sa part, devait assurer l'apparence d'une administration française en France. Était-ce antinomique ? Le général et le préfet doivent-ils se déchirer ? Faut-il se dénoncer sous le regard de l'ennemi ? Bien des Français ne le crurent pas. « Il fallait que la France eût deux cordes à son arc, dira de Gaulle à Rémy. Il lui fallait la corde de Gaulle, il lui fallait aussi la corde Pétain, mais à la condition qu'elles fussent toutes deux à son service<sup>1</sup>. »

Il ne s'agit donc pas de comparer le pompier et le pyromane, puisqu'en 1940 c'est encore impossible, mais de comprendre le sentiment qu'eut l'opinion en son temps d'avoir été jouée en croyant, fût-ce successivement, en ces deux hommes. Le drame, incompréhensible à l'époque, fut qu'au-delà d'une animosité d'apparence, les deux protagonistes, au lieu de s'entendre, ou même de s'ignorer, se haïssaient vraiment. La France voyait un père en Pétain. Que de Gaulle le désignât dès avant l'armistice comme un traître, un ennemi comme l'occupant, et que celui-ci dérivât effectivement ensuite vers la collaboration, choqua les consciences.

Les rares Français en mesure de comparer en cet été de 1940 les messages du maréchal couvert de gloire et ceux du général inconnu crurent de bonne foi et très généralement à un accord secret, à une opposition feinte, pas à cette haine inimaginable, irrémédiable, qui devait séparer tant d'amis, de familles, de partis. L'image, que l'on reniera par la suite, du glaive et du bou-

1. Claude Guy, *op. cit.*, p. 359. Le général, auquel Rémy avait soumis son texte, lui fit demander de reprendre cette note à son compte, ce qu'il refusa de faire. Kenneth Pendar (*Une aventure diplomatique*, Ed. Beauchemin, Montréal, 1946, p. 336) rapporte de son côté que le chef de la France Libre aurait dit en 1941 au général Odic, à Londres : « N'avouez jamais que l'armistice ne pouvait pas être évité. » On trouverait d'autres citations, mais de Gaulle récusait ces propos qu'il n'avait tenus qu'en tête à tête : « Ce genre d'écrits présente un inconvénient, dit-il : on se saisit, ici ou là, d'une phrase qui n'avait le plus souvent que la portée d'une boutade, mais on en tire gravement des conséquences. D'abord, le hachis ne restitue pas le bœuf et puis, surtout, on présente involontairement le hachis de telle manière qu'il prend l'importance d'un plat de résistance. » C'est bien là le fond du problème : qui croire ? Celui qui dit ou celui qui écrit ? Le Général, quoi qu'il en soit, par une fiction poignante et belle, nia officiellement toute sa vie que la France eût jamais consenti l'armistice. C'était même là le point d'appui de toute son existence. La France pourtant ne l'avait-elle pas désiré, et même acclamé ?

clier, satisfaisait un peuple recru qui espérait, sous la botte, que l'homme des hontes laisserait un jour la place à celui de la fierté et de la résurrection. Rares étaient ceux qui croyaient en leurs anathèmes réciproques. Qui pensait à une trahison<sup>1</sup> ?

« Un maréchal de France ne peut accepter la défaite et, très certainement, sa conduite est inspirée par le double jeu, pense à l'époque Michel Debré<sup>2</sup>, jeune fonctionnaire, combattant évadé d'un camp. Tout en souhaitant la victoire des armées et en se félicitant de la présence à Londres d'un général français, de nombreux patriotes hésitent à condamner tous les actes de la "Révolution nationale". Ils préfèrent croire qu'elle traduit une volonté d'attente en préparant l'heure de la revanche. La complicité, c'est-à-dire la collaboration avec les Allemands où Vichy allait sombrer, n'est pas envisagée... Notre pays était prostré par la défaite et politiquement paralysé autant par la suspicion ou le dégoût dont tous les anciens responsables étaient l'objet, que par le pacte germano-soviétique qui neutralisait les communistes. »

Le sergent Mitterrand, biffin prisonnier, ne croit-il pas la même chose ? Tous le pensaient à l'époque, même si beaucoup l'ont nié par la suite. Seul, peut-être, François Mauriac, confrontant le message et l'appel eut la sagesse, pensant plus haut, d'écrire sur le moment : « Après que le maréchal Pétain eut donné à son pays cette suprême preuve d'amour, les Français ont entendu une autre voix qui leur assurait que la France n'avait jamais été aussi glorieuse. Eh bien, non ! Il ne nous reste d'autre chance de salut que de ne plus jamais nous mentir à nous-mêmes... Il faut que les Français s'entendent d'abord sur les raisons profondes de cet immense naufrage, et alors seulement il restera des chances à nos fils de voir luire l'aube d'une résurrection ; et il nous restera, à nous, leurs pères, l'espoir d'être pardonnés<sup>3</sup>. »

Tous firent confiance à Pétain. De Gaulle lui-même l'affirme : « Qu'avons-nous vu [en 1940] ? Pas un parti, pas un,

1. Rappelons ce mot de Leclerc à Giraud, en 1942 à Alger : « Tous ceux, civils et militaires, qui n'ont pas rejoint le général de Gaulle depuis juin 1940 ou qui se sont opposés à lui sont des traîtres. Ils doivent être punis comme des traîtres. » (André Martel, *Leclerc*, Albin Michel.)

2. Michel Debré, *op. cit.*, p. 179.

3. Cité par Bouthillier, *Mémoires*, Plon, 1950, t. I, p. 133.

vous m'entendez, qui ait dénoncé l'armistice ! Et ces fameux "Quatre-vingts"... Est-il un seul de ces quatre-vingts parlementaires, un seul, qui se soit insurgé contre l'armistice ? Pas un ! ... J'eus beau élever la voix et les démonstrations verbales, poursuit-il, rien n'y fit. Pas un, vous m'entendez, pas un ne me suivit ! Et lorsque, de Londres, je prétendis au nom de la France continuer la guerre, ne vous méprenez pas : à part un tout petit nombre, personne n'entendit mon appel... J'ai gardé des deux premières années de la France Libre le souvenir d'une solitude incroyable... N'en doutez pas : la plupart de ceux qui se réclament de mon nom et de l'esprit de la Résistance eussent plébiscité Pétain en 1940. »

« Un mois après l'armistice, des portraits de Pétain étaient apposés partout, même dans les plus humbles maisons », témoigne un petit citoyen, bien placé pour en connaître, un sapeur-pompier de Paris. « Que diable, souvenons-nous ! En ces temps troublés il fallait bien que l'on se raccrochât à quelque chose ! Bien sûr, trente ans après, maintenant que l'on connaît la suite, il est facile de dire : "Il n'y avait qu'à"<sup>2</sup>... »

« Français, disait le maréchal, vous avez la mémoire courte. » N'est-elle pas plutôt sélective ?

« Beaucoup de Français, affirme Hubert Beuve-Méry dans *Le Monde*<sup>3</sup> le jour de la mort du maréchal Pétain, ont été sensibles à la séduction du vieux maréchal autant qu'à ses gloires passées, à sa bonhomie, sa simplicité, sa trop courte sagesse qui bien souvent était aussi la leur. Par une sorte de solidarité dont ils n'ont pas toujours conscience, ils se sont sentis en même temps que le maréchal, et avec lui, justement exaltés ou injustement flétris... Au trouble des consciences françaises, on peut mesurer l'étendue de la faute. »

Objet d'une gratitude extatique, collaborateur ensuite, condamné à mort enfin, le maréchal mourut en effet dans le dénuement et la solitude, couvert à jamais d'opprobre. Quittant le prétoire en disant « Je m'en remets à la France », il pensait qu'elle le réhabiliterait. Peut-être ne songeait-il qu'à

1. Claude Guy, *op. cit.*, p. 103. Il s'agit des 80 députés qui, contre 569 autres, refusèrent à Bordeaux de voter le 10 juillet 1940 les pouvoirs constituants au maréchal Pétain.

2. Bernard Zitman, *op. cit.*, p. 148.

3. 24 juillet 1951.

l'armistice, seul acte historique à ses yeux. La France, pourtant, ne cessa de l'accuser, mais ce fut pour d'autres motifs.

Les lectures de l'histoire évoluent. Dans les articles que Rémy Roure et Hubert Beuve-Méry consacrent à sa disparition, il n'est fait allusion qu'à la collaboration politique, Laval et Darnand, la LVF et les tueurs de la Milice. Pas un mot n'est dit au sujet des persécutions raciales, d'ailleurs à peine évoquées au cours de son procès. Ce sont elles, pourtant, qui l'accablent aujourd'hui<sup>1</sup>. La répulsion que provoquent les camps de la mort — en eût-il ou non conçu la nature — rejaillit directement sur lui, chef de l'Etat, modifiant son souvenir de façon à la fois rétroactive et irréversible. De déchéance en déchéance, il n'est plus, le temps passant, ni l'ancien vainqueur de Verdun, ni le vieux sage aux yeux de porcelaine, le recours d'un peuple recru, mais le traître qui couvrit de sa haute dignité de maréchal de France une collaboration dégradante. Ce qui demeure de sa longue vie, c'est cette persécution qui causa à la France une blessure qui suppure encore.

En 1940, nul n'imaginait l'inconcevable nature de l'occupant nazi. Très rares étaient ceux qui en avaient la prescience. La presse semblait indifférente. Bernanos, seul, avait écrit, dès 1938<sup>2</sup> : « Le monde est mûr pour toutes sortes de cruautés, comme pour toutes formes de fanatisme ou de superstition... Je crois que les Allemands s'habitueront très vite à brûler publiquement leurs juifs et les staliniens leurs trotskistes. » Qui l'avait cru ?

Nous savons tous aujourd'hui ce qu'étaient les nazis, mais on l'ignorait à l'époque et cette ignorance, à peine concevable à présent, est indispensable à la compréhension de ce temps.

Le vieil homme, né paysan, élevé sous Napoléon III, méprisait les politiques, leur incompétence, leurs petits motifs et leurs compromissions. Il pensait devoir instaurer, sous sa présidence exclusive, une sorte de Troisième Empire rural, viril et bien-pensant, appuyé sur les notables, contrôlé par les juges, la censure et la police, qui redresserait le pays. Il crut que l'opinion, pour l'avoir plébiscité, renierait la République. C'était faux. Mais c'est plus tard, demeurant à Vichy quand la

1. Voir à ce sujet Guy Pedroncini, *Pétain, le soldat : 1914-1940*, Perrin, 1998.

2. Georges Bernanos, *Les Grands Cimetières sous la lune*, Plon, 1938, p. 184.

France fut entièrement envahie, qu'il provoqua la fracture. En choisissant de rester « au milieu du peuple français » plutôt que la démission, et la collaboration plutôt que l'abstention, il s'aliéna progressivement l'opinion<sup>1</sup>.

S'appropriant à la Libération, « par une gigantesque escroquerie », le plus clair de la Résistance, « voire beaucoup plus de fusillés que la Résistance toute entière n'en compta jamais<sup>2</sup> », les communistes accusèrent ceux qui n'étaient pas pour eux d'avoir soutenu Vichy. Rien de perdu en politique. C'était ainsi prolonger une polémique parce qu'elle était profitable. Constamment ranimé, objet de procès répétés, le débat réitéré devint ainsi interminable. Centré ensuite sur le racisme, il devint inguérissable. Alors que l'Allemagne réussissait à chasser ses fantômes, la France querelleuse conservait vivant le souvenir de Vichy.

En accablant le Maréchal dès qu'il le purent, les Français s'implantèrent un mal incurable. Les souvenirs de son procès, son instruction bâclée, partielle et confuse, le juge et le procureur parjures, les témoins indignes, soucieux de se blanchir, les jurés fiévreux, hâtifs à conclure, impatientes de condamner, laissent un sentiment de regret. Pressée de se dédouaner, la presse manqua de son côté le seul débat qu'il fallait vraiment éclairer. L'insurrection justifia tout, le procès ne résolut rien : chasser sous les huées un bouc au désert n'est qu'un rite.

« Avec Pétain, dira de Gaulle, son ennemi irréductible, ils ont été dégoûtants<sup>3</sup>. Que moi, j'aie condamné Pétain, c'était normal<sup>4</sup> : je ne l'avais pas suivi, moi, Pétain. Je ne me suis

1. Néanmoins, en juin 1944, le maréchal Pétain est ovationné partout où il passe. C'est Laval que l'on hait alors à sa place.

2. Hubert Beuve-Méry, « La mort du Maréchal Pétain », *Le Monde* du 24 juillet 1951.

3. Claude Guy, *op. cit.*, p. 170. Les italiques sont de lui.

4. On apprit après le procès que « le général de Gaulle avait souhaité une peine ne dépassant pas cinq années de bannissement » affirme Frédéric Pottecher, qui assistait au procès. (*A Voix Haute*. J.-C. Lattès, p. 278.) Et Claude Guy relèvera ce propos de De Gaulle en 1947, au sujet de Pétain alors enfermé à l'île d'Yeu (*op. cit.*, p. 305) : « Il faudra, dans quelque temps, le changer d'endroit (*sic*). On saisira, par exemple, le prétexte d'une alarme de médecin pour le transférer dans une clinique (*sic*). Ensuite il recouvrira insensiblement une sorte de liberté (*sic*)... » A ma connaissance c'est la première fois qu'il prononce à l'endroit de « l'homme de Vichy » une parole d'amnistie, ajoute Guy. (Les *sic* sont de Claude Guy.)

jamais mis de son côté. Mais eux ? Ils ont commencé par lui faire mille bassesses. Ils se sont prosternés. Ils l'ont adoré. Et puis, quand il est rentré en France, qu'ont-ils fait ? Ils lui ont craché dessus. C'était à celui qui le piétinerait d'abord. »

Il se tait un instant et ne peut s'empêcher de redire :

« Oh ! Non... Vous savez : ils sont ignobles. Il y a un grand nombre de sales bêtes parmi eux. Ce ne sont pas des gens intéressants, croyez-moi... Pouah ! »

Et, plus loin, revenant sur leur reniement :

« Non, non... Vous n'arriverez pas à dissimuler le fait qu'ils ont été et qu'ils demeurent très moches... »

\*

Ce qui demeure de cette époque ancienne, finalement, c'est un dégoût. La « République des camarades » indifférente aux compétences, les prétentions, l'imprévision, le gâchis des investissements, les influences occultes, les erreurs techniques et les mauvais choix, la lutte aveugle des entreprises et des syndicats désenchantèrent la France avant même les combats. Le retour des mêmes acteurs et les convenances intellectuelles lui interdirent ensuite de se regarder en face. Aussi, soixante ans après le désastre, continue-t-elle d'en débattre. Pas de jour où elle ne l'évoque. Pas une confrontation où il n'y soit fait référence. Ce qui étonne aujourd'hui, ce n'est plus tant d'abord l'histoire, que nous connaissons, mais le rapport que la France continue d'entretenir avec elle : pourquoi ce passé révolu pour d'autres ne l'est-il pas pour nous ? Comment guérir de tant de troubles, de tant de débats esquivés, de tant de passions imposées, de tant de légendes ?

Toujours assenée, constamment brandie, la morale politique est une arme qui sert à chacun. L'histoire est son outil. Tous s'en saisissent selon leurs objectifs, en fonction de leurs besoins. Comme dans la réalité il n'y a pas les bons ici et les mauvais là — sauf aux deux ailes —, mais un peuple unique, confronté aux mêmes dilemmes, le culte imposé d'une histoire manichéenne montre une aspiration à une innocence impossible.

Ce qui reste, quoi qu'il en soit, de stupéfiant chez de Gaulle, ce n'est pas tant sa prémonition stratégique, que d'autres aussi

avaient eue. Ce qui l'élève au-dessus des péripéties, c'est d'abord qu'il cristallisa l'esprit de la résistance et la situa politiquement au plus haut niveau possible, celui de Churchill. C'est ensuite qu'il ne contesta pas le régime des partis, quelque mépris qu'il eût pour lui. C'est enfin, seul contre tous, qu'il n'admit jamais qu'en nous agenouillant nous ayons également baissé la tête. Ce qu'il niait, c'était la honte :

« Nous avons chacun conscience d'avoir été battus dans la honte, crier de Gaulle à Claude Guy. Vous entendez bien ? Battus dans la honte ! Il nous était, certes, arrivé d'être battus, mais pas dans la honte ! En 1940, et pour la première fois, nous avons agi comme si nous n'étions plus une grande puissance. Voilà l'origine du drame moral et mental que nous traversons aujourd'hui. Bien plus : battus dans la honte, nous avons conscience, tous autant que nous sommes, de nous être accommodés de cette honte. C'est cela qui est grave. C'est pourquoi l'espoir ne renaîtra pas si facilement en nous.

« Des événements de 40, ce peuple n'a pas tiré la leçon. Les Français sont profondément divisés... Ils ne peuvent plus se supporter<sup>1</sup>. »

\*

Ce débat, pourtant, appartient-il à 1940 ou est-il par essence français ? Ce pays ankylosé ne cesse de se quereller. C'est sa pente. 1793, 1815, 1848, 1871, 1905, que d'autres polémiques ne pourrait-on évoquer !

« Le procès Bazaine, lisait-on dans la *Revue des Deux Mondes* en 1873, c'est le procès de la monarchie ou de la République. C'est toujours, en définitive, sous des formes différentes, la France s'interrogeant elle-même, cherchant à se fixer dans toutes ses confusions des responsabilités du passé, ou des perspectives que l'avenir lui offre. »

C'est la France républicaine cherchant sans cesse en soi-même un homme providentiel en lequel se reconnaître, qu'elle serait soulagée de pouvoir acclamer.

Aujourd'hui, la guerre est finie, même l'après-guerre s'es-

tompe. Les nations, semble-t-il, s'effacent. L'Europe marque une césure. Elle nous bouscule. La page est blanche. D'autres y écriront. Glissant dans l'obsolescence, ces débats seront-ils caducs ? Se refait-on ?

*Europatria nostra.*

1. Claude Guy, *op. cit.*, p. 173 et 143.